

# Conférence de presse conjointe de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne, sur les décisions envisagées face à la crise économique et financière lors du Sommet sur les marchés financiers et l'économie mondiale, à Washington le 15 novembre 2008.

Mesdames et Messieurs,

Je ne sais si on vous a distribué tous les documents. Il y en a trois, il y a un premier papier qui est la déclaration du sommet qui est suivi d'un deuxième papier qui est un plan d'action, qui est aussi intégré au premier et un troisième papier qui donne les éléments de langage sur lesquels nous nous sommes mis d'accord.

En résumé, ce sommet est historique, dans la mesure où pour la première fois des pays aussi différents que les pays qui étaient rassemblés dans le cadre de ce G20, aux Etats-Unis, ce sont mis d'accord sur des principes, sur des modalités d'action, sur un plan d'action ambitieux. Ils se sont mis d'accord sur le début d'un processus qui va s'égrainer, puisque nous savons maintenant qu'il y aura au moins un deuxième sommet.

Il est donc historique que des gens aussi différents décident de prendre des initiatives en commun et c'est historique qu'ici, aux Etats-Unis, l'administration américaine accepte de faire mouvement sur des sujets ou historiquement, et ce n'est pas une question de républicains ou de démocrates, toutes les administrations américaines avaient refusé de faire mouvement.

Nous nous sommes également mis d'accord sur un texte proposé par le Président de la Commission et par la Présidence du Conseil, qui a été accepté par le Président BUSH qui a même indiqué qu'il le reprendrait dans le cadre de sa conférence de presse et qui a été distribué à toutes les délégations. Nous les avons appelé « éléments de langage ».

Quatre principes ont été affirmés.

Le premier est le plus important. Nous nous sommes tous mis d'accord sur la nécessité d'une relance coordonnée et concertée de l'activité économique. Tous les pays ont appelé à une relance concertée et coordonnée par des mesures fiscales, par des mesures budgétaires, ou par la politique monétaire puisque ceci est évoqué dans le texte. C'est un message que nous envoyons aux marchés, c'est un message que nous envoyons quelle que soit la situation des pays, quel que soit le continent auquel ils appartiennent. Naturellement, le Président BARROSO et moi-même ferons des propositions. La Commission fera des propositions dans le courant du mois de novembre. Nous aurons à en débattre dans le courant du mois de décembre. Ce sujet, à la demande d'ailleurs de la Chancelière Mme MERKEL, sera un point important du Sommet franco-allemand du mois de novembre. Tout le monde est d'accord sur la nécessité d'une relance économique forte.

Deuxième principe, une nouvelle régulation des marchés financiers pour qu'une telle crise ne puisse plus se produire. Le mot régulation, le mot nouvelle régulation a été clairement employé

puisse plus se produire. Le mot *regulation*, le mot *nouvelle regulation* a été clairement employé. Alors cela ne signifie pas un excès de réglementation. On ne va pas passer d'un excès à l'autre, mais clairement tous les acteurs autour de la table ont dit qu'il faut une nouvelle régulation. Troisième principe, extrêmement important à nos yeux, une nouvelle gouvernance économique mondiale, plus ouverte aux pays émergents, plus efficace et plus juste. Une nouvelle gouvernance économique mondiale. Le mot *gouvernance mondiale* plait plus ou moins selon les pays, mais cela sera l'un des deux sujets majeurs du prochain sommet, le premier étant la nécessité d'assurer le suivi des décisions sur la régulation financière que nous avons prises.

Quatrième principe, le refus du protectionnisme, le choix d'un monde ouvert aux échanges. Voilà les éléments de langage qui sont des éléments communs à tous les participants. Pour ceux qui suivent ces questions vous voyez que la gravité de la crise et l'importance du sommet ont conduit à prendre des décisions et à se mettre d'accord sur des principes très forts.

Je voudrais également dire que nous avons obtenu un certain nombre de choses. Tout ce qui était prévu dans le papier publié à l'issue de la réunion extraordinaire de Bruxelles est repris dans les décisions que vous avez sous la forme de déclaration du sommet.

Je note la nécessité d'enregistrer les agences de notation qui seront désormais soumises à surveillance, jamais ce point n'avait été accepté, disons dans le monde anglo-saxon. Les agences de notation seront désormais enregistrées, mises sous surveillance.

Mise en place de code de conduite dans les banques sur la rémunération des opérateurs.

Concrètement les systèmes de rémunération qui encouragent la prise de risques seront pris en compte dans les notations et par les autorités chargées de les réguler.

Troisièmement, la suppression des lacunes dans la régulation. Désormais tous les marchés, tous les acteurs sur tous les territoires feront l'objet d'une régulation ou au moins d'une surveillance.

Quatrièmement, nous entamons une revue des normes comptables et prudentielles pour éviter leur effet aggravant les crises. C'est toute la question pro cyclique où des normes comptables aggravent la crise compte tenu du sujet très technique de l'évaluation des actifs financiers.

Cinquième point, la fin de la concurrence entre les places financières sous prétexte que certaines seraient moins surveillées que d'autres.

Nous nous sommes également mis d'accord sur une chose qui est très importante, l'ouverture du Forum de stabilité financière aux pays émergents. Parce qu'évidemment, un Forum de stabilité qui n'a pas les pays émergents, ça ne peut pas être possible. Nous nous sommes également mis d'accord sur la nécessité de repenser les pouvoirs, les responsabilités et les moyens du FMI.

Naturellement, cela ne sera pas fait en 24 heures mais c'est ce qui fera l'objet du prochain sommet. Ce sommet devra avoir lieu à la fin du mois de mars ou au début du mois d'avril. J'ai proposé qu'il ait lieu en Europe, très exactement dans le pays européen qui assurera la présidence du G20, puisque, autre accord, le G20 est reconnu comme instance pertinente. Vous vous souvenez du combat de la France sur les G8, G13, G14. Le G20 est reconnu comme instance pertinente pour trancher ces questions là et nous avons proposé que ce sommet ait lieu à Londres. J'ai toutes les raisons de penser que les choses vont aller dans ce sens là. Nous nous sommes donnés une petite dizaine de jours pour trancher définitivement la question, notamment avec nos amis japonais. Il y aura sans doute une réunion des ministres des Finances au Japon et le prochain sommet aura vraisemblablement lieu à Londres. Nous aurons l'occasion de travailler, José-Manuel BARROSO, Gordon BROWN et moi activement pour que ce sommet soit conclusif. Il y en aura d'ailleurs sans doute un troisième et nous verrons avec nos amis italiens comment combiner la réunion du mois juillet du G8, que les italiens à juste titre d'ailleurs avaient transformé pour la moitié en G14. L'Europe a affiché une unité sans faille et c'est une grande satisfaction. Le Président BUSH a d'ailleurs tenu à dire que si ce sommet avait lieu, c'est à la suite de la réunion que nous avons eu à Camp David avec le Président BARROSO. Les Européens ont tenu une position commune sur tous les sujets.

Je tiens d'ailleurs à dire combien j'étais heureux d'être aux côtés de nos amis néerlandais et je voudrais en profiter pour dire encore toutes nos condoléances au Premier ministre BALKENENDE, qui a perdu un membre très proche de sa famille ce qui explique qu'il n'était pas présent. Le Président ZAPATERO et le ministre tchèque que j'ai été très heureux d'avoir dans la

délégation de la Présidence, étaient aussi à nos côtés. Nous avons travaillé main dans la main avec le Président BARROSO et j'étais très heureux d'ailleurs d'arriver au dîner d'hier soir ensemble. C'est vraiment un changement historique de voir l'Europe affirmer une volonté pareille. Je dois dire que Gordon BROWN a été un partenaire et ami d'une très grande loyauté. Bien-sûr, il n'y a eu absolument aucun problème avec l'Italie et l'Allemagne. Franchement, je ne dirais pas que ce sommet règle toutes les questions, vu la gravité de la crise, mais c'est un sommet qui apporte des réponses structurelles à la crise financière et qui apporte des réponses à la crise économique.

Enfin, le Président BUSH - c'est là que l'on voit que la démocratie américaine est une grande démocratie - a tenu à la fin du sommet à dire que le Président OBAMA était informé de tout ce que nous avons décidé, que naturellement, nous trouverions en mars et avril une Présidence américaine, nous a-t-il dit, forte et qui aura exactement le même état d'esprit. Notre travail s'inscrit dans la durée.

M. JOSÉ MANUEL BARROSO - Merci, merci beaucoup, je crois que l'on peut vraiment dire que c'était là un moment historique. Très franchement, cette réunion n'aurait pas pu avoir lieu il y a un an ou même quelques mois. La crise a montré aux dirigeants du monde la nécessité de travailler ensemble et je suis extrêmement heureux des résultats auxquels on est parvenu lors de ce sommet aujourd'hui. Nous avons commencé à poser les bases pour une gouvernance mondiale nouvelle, pour une économie de marché mondiale. Et l'Union européenne a été le précurseur de ce mouvement.

Nous savons tous qu'il n'y a pas de solution miracle à la situation actuelle. Mais, dans ce monde caractérisé par l'interdépendance, nous pensons que nous pouvons transformer cette crise en une réelle opportunité et cela constitue une différence réelle entre ce qui s'est passé aujourd'hui et ce qui s'est passé dans les années 70. La meilleure façon de résumer ce sommet aujourd'hui, ce sont les quatre principes que le Président SARKOZY vient de vous présenter.

Premièrement, un accord sur la nécessité d'une relance coordonnée afin de soutenir la relance économique. Deuxièmement, un engagement envers une nouvelle régulation des marchés financiers. Troisième point, un engagement pour une nouvelle gouvernance économique mondiale, y compris une ouverture aux pays émergents. Et, enfin, un refus très clair, très net, du protectionnisme. C'est là, la meilleure façon de résumer ce sommet. Cependant, la déclaration qui a été approuvée de façon unanime est une déclaration très substantielle, très importante. Non seulement au plan du fond, mais également le plan d'action et le calendrier qui a été adopté et énoncé. Et je voudrais insister sur ce point parce que, très franchement, autour de la table, il y avait des pays qui étaient extrêmement différents les uns des autres, qui avaient des régimes différents, des traditions politiques différentes, qui avaient des orientations politiques différentes et, malgré cela, il nous a été possible de parvenir à ce consensus et je pense que cela a été fait parce que tout le monde a compris la nécessité de parvenir à une réponse crédible, non pas pour les marchés financiers mais pour l'économie réelle.

Notre souhait est d'éviter une récession mondiale importante, profonde et c'est pour cette raison que nous sommes convenus de ces principes. Je ne vais pas aborder les détails des conclusions, je voudrais juste insister sur quelques points que j'ai également abordés lors de la réunion.

Premièrement, il serait malvenu de considérer les marchés financiers de façon isolée par rapport aux autres éléments financiers alors qu'il y a des personnes qui ont faim, qui n'ont pas accès aux soins médicaux, qui n'ont pas accès à l'eau, qui n'ont pas accès à la nourriture suffisante. Et donc, c'était là aujourd'hui également un engagement très clair pour respecter nos engagements envers les objectifs du millénaire du développement, résoudre la crise alimentaire et également, afin d'introduire et d'inclure cette perspective de développement durable dans notre action.

Egalement, la crise financière ne doit pas être une excuse afin d'affaiblir les efforts pour résoudre des problèmes comme le changement climatique et autres. Nous avons, au contraire, convenu qu'il fallait faire encore plus et plus rapidement. De même, nous avons dit très clairement que ce serait une erreur grossière de revenir au protectionnisme et il faut montrer que le protectionnisme peut conduire les pays dans des récessions très importantes et peut-être causer des conflits donc

ce n'est pas uniquement un engagement, c'est une obligation de parvenir à un accord en ce qui concerne les objectifs du développement. Je pense que nous, Européens, pouvons être tout à fait fiers d'avoir été à l'origine de ce processus par lequel nous avons renforcé la coopération avec les Etats-Unis d'Amérique. Comme le Président SARKOZY vient de vous le dire à l'instant, le Président BUSH nous a donné des assurances, à savoir que cela serait également l'engagement des Etats-Unis dans leur totalité. Il a également exprimé sa confiance au Président américain élu, afin de faire face aux obligations de cet agenda qui a été adopté et je voudrais, ici, rendre hommage à cette administration américaine qui a été capable, en ce moment très précis, très important, très délicat, de nous rassembler ici, sur proposition européenne, de rassembler ici, à Washington, tous ces dirigeants du monde afin de parvenir à cet accord extrêmement important. Je pense que nous avons également pu résoudre un problème extrêmement important, nous savons que la situation est grave mais ce n'est pas en insistant sur les points négatifs que nous allons pouvoir résoudre la situation. Au contraire, c'est en montrant que nous pouvons travailler, nous pouvons faire tout ce qui est en notre pouvoir, c'est cela qui va nous permettre de changer les affaires. Plus de confiance pour changer la situation sur les marchés et également informer les dirigeants sur ce que nous sommes en train de faire en Europe. Nous sommes parvenus à un accord sur une action concertée concernant les économies des pays européens. A la fin de ce mois, nous allons faire quelques propositions et cela sera la base d'un accord entre les pays européens lors du Conseil européen de décembre. Et cela, il y a également un engagement de notre part de ne pas le faire tout seul, au contraire, profiter de cette synergie positive que nous avons constatée afin de relancer l'économie mondiale à travers le commerce, l'aide au développement et également les politiques que nous pouvons adopter, prenant en considération évidemment les conditions diverses dans les divers pays, mais, en tout cas, un effort concerté afin de tirer le meilleur profit des actions concertées que nous allons lancer donc nous sommes aujourd'hui, au début d'un processus, ce n'est pas la fin aujourd'hui, c'est le début et je suis vraiment très optimiste et j'espère que nous allons parvenir à des résultats très concrets très rapidement.

QUESTION - A travers vos déclarations publiques, George BUSH et vous-mêmes, on a quand même eu le sentiment que, par moment, il y avait un dialogue de sourds puisque vous insistiez tous les deux sur des points différents alors quelle valeur accorder à ce papier que vous signez tous ce soir et puis, est-ce que vous espérez que Barack OBAMA sera peut-être un meilleur partenaire que George BUSH ne l'a été, à l'avenir ?

LE PRESIDENT - Je n'ai pas l'habitude d'employer la langue de bois. Je suis un ami des Etats-Unis d'Amérique, mais si vous me demandez si cela a été facile, non, cela n'a pas été facile. C'est bien pour cela d'ailleurs que l'on s'est réuni pour en parler. Cela n'a pas été facile d'obtenir l'organisation du sommet, vous l'avez quand même vécu. Je ne suis pas sûr qu'on ait fait le tour du monde, avec M. BARROSO, pour le plaisir. Je pense que si notre bilan carbone n'est pas excellent, c'est parce qu'il a fallu convaincre, mais c'est cela le dialogue. Est-ce qu'il a fallu lever des malentendus ? Oui, où est le drame ? C'est bien pour cela que l'on se réunit et que l'on discute et que chacun fait un pas vers l'autre. Et M. BUSH a été un partenaire loyal. Peut-être pense-t-il la même chose de nous ?

Les Américains sont dans une situation économique qui est difficile. L'entrée dans le nouveau siècle oblige à changer des habitudes et je serai le dernier à dire que c'est facile. Ce document a une grande valeur parce que c'est un plan d'action avec des instructions pour les ministres des Finances avec une clause de rendez-vous. Là, il y a une stratégie, des principes, des modalités d'actions, un calendrier, des responsables désignés. On verra bien au prochain sommet ce qu'il en est, mais nous avons une obligation de résultat puisqu'il y a une date. C'était extrêmement compliqué techniquement pour y arriver. Mais ce n'est absolument pas un vague communiqué. Vous verrez d'ailleurs le document est extrêmement précis, parfois technocratique. La régulation, ce sont des problèmes extrêmement compliqués. On ne peut pas se mettre d'accord sur un régulateur international mais une coordination des régulateurs. Je voudrais ajouter au nom de M. BARROSO et de moi-même, que je suis très satisfait de ce que j'ai appris cette nuit, le retrait des milices sud-est de Darvin. Au sommet Union européenne/Russie M. BARROSO et moi-même

milices sud ossètes de Perevi. Au sommet Union européenne/Russie M. BARROSO et moi-même, nous avons demandé à M. MEDVEDEV deux départs. Le premier est acté, je ne doute pas que l'on obtiendra le second mais cela me renforce dans l'idée que M. MEDVEDEV est un partenaire avec qui il faut dialoguer mais je vous annonce que les milices sud ossètes ont quitté Perevi et je pense que c'est très important également.

QUESTION - Vous n'avez pas mentionné si M. Barack OBAMA est d'accord avec ces documents. Est-ce que ses envoyés étaient présents pendant les discussions aujourd'hui, est-ce qu'ils ont signé, est-ce que vous avez un tête-à-tête avec eux ou avec une personne de la délégation française ?

LE PRESIDENT - Pardon, je l'ai mentionné expressément. M. BARROSO en a parlé lui-même. Le Président des Etats-Unis, M. BUSH a dit, parlant du Président élu, M. OBAMA qu'il était au courant du détail des conversations, qu'il aurait un compte-rendu final détaillé, qu'il suivrait l'exécution de ce compte-rendu et qu'ils avaient travaillé absolument main dans la main et que les Etats-Unis d'Amérique donneraient, je me souviens de l'expression, l'exemple d'une transition réussie, calme et sereine. Donc franchement, ce n'est pas à M. BARROSO et moi-même d'aller nous occuper des rapports entre le Président élu et le Président actuel.

QUESTION - Vous n'avez pas de contact avec Mme ALBRIGHT ?

LE PRESIDENT - J'ai des contacts avec M. OBAMA et mes collaborateurs ont des contacts avec Mme ALBRIGHT mais je pense que c'était plus fairplay de dire que c'est le Président BUSH lui-même qui nous a rendu compte de cela et ce n'est pas un secret que je trahi, il l'a fait de la façon la plus officielle qui soit, donnant une image de la démocratie américaine tout-à-fait remarquable et d'ailleurs ses propos sur le Président OBAMA étaient des propos très élogieux, parlant d'une présidence OBAMA qui serait forte.

M. JOSÉ MANUEL BARROSO - Cela veut seulement dire qu'aujourd'hui même pour ce que l'on sait de la Commission, il y aura une réunion de mes représentants avec les représentants du Président élu OBAMA, cet après-midi.

QUESTION - Quelle nature doit prendre la relance en Europe puisque la dernière fois que l'on a fait des plans de relance c'est en 1974/81 en France, cela a fait hausse des salaires, hausse de la dette, baisse de la compétitivité. Donc, comment on évite de retomber là-dedans ?

M. JOSÉ MANUEL BARROSO - Oui, c'est précisément à cela que nous travaillons et nous allons présenter des propositions le 26 novembre. Je suis d'ailleurs dans un processus de dialogue et d'écoute déjà avec différents gouvernements notamment bien sûr la Présidence française du Conseil mais j'ai parlé de cela avec Mme MERKEL et aujourd'hui avec Gordon BROWN. Je serai d'ailleurs pour une réunion plus longue avec lui lundi à Londres et avec d'autres partenaires avec le Président du gouvernement espagnol ZAPATERO aussi.

Nous travaillons avec beaucoup de partenaires pour voir comment on peut faire le maximum pour explorer les synergies positives d'un travail qui sera essentiellement fait, il faut le dire, au niveau national. La plupart des instruments sont nationaux. Nous avons quelques instruments au niveau communautaire et nous allons maximiser ces instruments communautaires soit les fonds structurels, soit aussi l'action de la Banque européenne d'investissements, que ce soit par exemple d'autres fonds comme le fonds d'ajustement à la mondialisation, que ce soit voir comment on peut en matière d'aide d'Etat dans le respect bien sûr du Traité donner un appui aussi à la relance et nous avons bien sûr deux cadres de références comme cela a été confirmé pour base de ce travail, c'est la stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi et le pacte de stabilité de croissance. Cela a été la conclusion de notre sommet extraordinaire, il y a quelques jours, la coordination de politique économique. Nous sommes dans une union économique et monétaire - et j'insiste économique aussi, ce n'est pas simplement monétaire - union économique et monétaire dans la zone euro. Donc il y a des raisons pour que l'on coordonne nos politiques économiques en prenant en considération bien sûr la diversité des situations nationales. Il y a des pays qui sont en récession, il y a d'autres pays qui sont dans une situation disons intermédiaire, et il y a des pays qui sont avec une croissance d'ailleurs encore très appréciable en Europe. Donc, on ne peut pas avoir la même recette. Quand je parle de coordination, je ne veux pas dire uniformisation ou une réponse absolument homogène mais bien sûr nous ferons tout pour que ce

soit des mesures pour la relance mais qui ne peuvent pas créer des problèmes structurels que je crois, vous avez évoqué dans votre question, cela c'est très important et c'est pourquoi la relance doit être ciblée, ce doit être, par exemple, en termes d'aides d'Etat, être temporaire, cela doit être proportionné et cela doit être fort mais d'une façon pour éviter des mesures qui puissent avoir un effet négatif sur les autres. C'est pourquoi, il faut le faire d'un point de vue européen, qu'il n'y ait pas de contradiction entre les différents Etats membres.

LE PRESIDENT - J'ai toujours plaidé pour la coordination des politiques économiques comme nous avons une coordination des réponses financières. J'ai toujours plaidé pour une relance. Les textes que vous verrez sont clairs, reconnaître l'importance des politiques de soutien monétaire dans les conditions appropriées à chaque pays. L'arme monétaire est une arme qu'il faut utiliser voilà ce qui est dans la déclaration finale. Utiliser des mesures budgétaires pour stimuler la demande interne avec des résultats rapides tout en maintenant un cadre de politique conduisant à la soutenabilité budgétaire mais cela peut être aussi des mesures fiscales - on en a beaucoup parlé avec Gordon BROWN - mais aussi tout ce qui est l'investissement, les infrastructures, la recherche, l'innovation, Barcelone qui avaient été portés par la Commission. Vous n'ignorez pas cela quand même et le retard qui a été pris sur ce chemin et je dois d'ailleurs dire qu'il y a eu une très bonne intervention du directeur du FMI, M. STRAUSS-KHAN qui a plaidé pour cette relance assez forte et il n'y a pas un seul pays qui a contesté la nécessité de cette relance. La relance ne veut pas dire augmentation des prestations, distribution d'un argent que l'on n'a pas. D'ailleurs, c'est toute la crédibilité de l'Europe. On ne peut pas demander à la Chine, à l'Inde aux pays arabes le moyen de relancer et puis dire que cela ne s'applique pas aux autres pays. D'ailleurs, le Président OBAMA présentera aussi des mesures très fortes lui aussi de relance. Donc, ce qui fera l'efficacité de ce système, c'est tous ensemble et c'est le message que l'on a voulu donner au monde, c'est tous ensemble dans le même sens. Je crois qu'alors là c'est vraiment un rendez-vous historique. Tant de fois vous, les observateurs, vous avez dit : "mais pourquoi ils ne se mettent pas d'accord". Non seulement on a mis d'accord en Europe mais c'est le monde qui décide d'aller dans le même sens et dire que la réponse à la crise économique doit être coordonnée comme la réponse à la crise financière.

QUESTION - Vous avez signalé le caractère historique de cette rencontre entre dirigeants d'économies très différentes. Est-ce que l'on peut en déduire que le G8 aujourd'hui n'a plus de sens, que le G8 est mort ? Deuxième question plus française : compte tenu de sa situation budgétaire, dans quelle limite la France peut contribuer à cette relance mondiale que vous appelez de vos vœux ?

LE PRESIDENT - Je ne crois pas que le G8 soit mort. Dans le G8, on est très proches les uns des autres. J'étais très frappé d'ailleurs de l'attitude de la Fédération de Russie qui a soutenu toutes les initiatives européennes. Je le dis de façon vraiment très transparente, absolument toutes. D'ailleurs je ne regrette pas qu'avec le Président BARROSO on ait maintenu le sommet Fédération de Russie Union européenne.

Raison de plus si on doit voir le G20 de plus en plus, que le G8 peut parfaitement continuer à se réunir pour harmoniser nos positions. Moi ce que je contestais, c'est un G8 comme début, comme déroulement et comme fin. Mais que le G8 affirme des solidarités plus fortes et plus naturelles, pourquoi pas ? Donc, ce n'est pas la mort du G8. L'année 2008 sera l'année où le monde a compris que l'on est rentré dans le XXIe siècle.

S'agissant de la France, nous avons des progrès formidables à faire en matière de compétitivité. En matière d'investissement dans la recherche. Qu'est-ce qui ruine un pays ? C'est d'accumuler des dépenses de fonctionnement, au détriment des dépenses d'investissement comme cela a été le cas depuis tant d'années dans notre pays. Mais un pays qui décide de ne pas remplacer plus de 30 000 départs à la retraite, de fonctionnaires, c'est un pays qui n'accroît pas ses dépenses de fonctionnement et qui peut donc investir dans l'investissement.

Voilà le message. La réduction de l'endettement, on l'obtiendra d'abord par la réduction des dépenses publiques. Près de 50 000 postes de fonctionnaires qui n'ont pas été remplacés en 18 mois. C'est plus que dans tout le quinquennat précédent.

En revanche, le choix de l'investissement, la France y participera. Quand la France décide d'exonérer de taxe professionnelle tous les nouveaux investissements, c'est un choix de relance. Il faut faire les investissements qui vont permettre de renforcer la compétitivité de notre pays. Voilà le choix économique qui est le nôtre et il est parfaitement cohérent avec les choix qui seront faits au niveau mondial et au niveau européen. Vous avez vu les derniers résultats économiques ? A tous ceux qui critiquaient tellement les choix fiscaux et économiques de juillet 2007, je leur demande de regarder les résultats économiques. Si la France au 3e trimestre n'a pas connu une récession de -0,5 comme en Allemagne ou comme en Angleterre ou comme en Espagne, c'est l'impact direct des mesures qui ont été votées en France et qui avaient été critiquées, parfois même en Europe.

Les mesures sur les heures supplémentaires, sur la réforme des 35 heures, sur la déduction des intérêts d'emprunt ont permis de créer d'avantage de travail et un peu plus de croissance pour faire face à la crise économique. Il n'y a pas de contradiction.

QUESTION - Monsieur le Président, vous aviez parlé d'un nouveau Bretton Woods, de refonder le capitalisme. Est-ce que l'on en a pris le chemin ? Est-ce que vous n'êtes pas un peu déçu quand même par la timidité de certaines mesures concernant le rôle de régulateur du FMI, concernant les paradis fiscaux, concernant les rémunérations de banquiers ?

LE PRESIDENT - Dans le texte, vous lirez la phrase suivante : nous sommes déterminés à faire avancer la réforme des institutions de Bretton Woods. Je suis tout à fait prêt à m'expliquer sur les mesures que vous trouvez trop faibles.

S'agissant des paradis fiscaux, c'est parfaitement clair. Il y aura une obligation pour les banques de déclarer tout ce qu'elles investissent ou tout ce qu'elles font avec les paradis fiscaux.

L'expression internationale, c'est : les centres non-coopératifs. C'est une concession énorme qui a été faite... Je n'ai pas le souvenir que dans l'histoire des Sommets, y compris des ministres des Finances, on ait parlé avec cette précision des centres non-coopératifs pour dire qu'ils seront désormais contrôlés et qu'il y aura des obligations de transparence sur ce que font nos banques dans ces centres.

Vous aviez dit une autre déception ? Mais les rémunérations des banquiers, croyez-vous que cela soit très facile, dans un sommet où il y a les Etats-Unis d'Amérique et nos amis anglais que de dire que l'appréciation des banques tiendra compte des systèmes de rémunération qui poussent à la prise de risque excessif ?

QUESTION - Monsieur le Président, vous avez évoqué tout à l'heure l'Ossétie du Sud, mais il y a un autre dossier sensible pour lequel il y avait deux des protagonistes au moins autour de la table : les Etats-Unis et la Russie. C'est le problème du bouclier anti missile en Europe. Est-ce que vous en avez parlé avec les Américains et les Russes ? Première question.

Et deuxième point, rebondissant sur ce qu'a dit M. BARROSO, tout à l'heure, comment imaginez-vous la relance économique, non plus seulement au niveau européen, coordonnée non plus seulement au niveau européen mais au niveau mondial ?

Comment la coordonner au niveau mondial alors que c'est déjà difficile au niveau européen ?

LE PRESIDENT - Sur les missiles, on n'en a pas parlé avec les Américains, ce n'était pas le sujet du Sommet. Est-ce que l'on en a parlé M. BARROSO et moi avec les Russes ? Bien sûr, j'en ai rendu compte moi-même. Je veux dire les choses de la façon la plus simple, au nom de la France.

Chaque pays est souverain de décider. Et nos amis tchèques, dans la délégation, le ministre tchèque que je remercie une nouvelle fois d'ailleurs, comme nos amis polonais sont souverains de décider s'ils mettent un bouclier dans leur pays ou pas ? C'est une décision que l'on respecte, naturellement.

Et je dirai même que le bouclier peut-être est un utile complément face à la menace de missiles venus d'ailleurs, par exemple d'Iran.

Et d'ailleurs, je l'avais accepté lors de la réunion de l'OTAN à Bucarest. Mais dans la période actuelle, alors qu'aucun déploiement n'est immédiat et après les déclarations du Président MEDVEDEV, qu'avons-nous fait ? On a dialogué. Pour obtenir quoi ? Baisser la tension. J'étais

tres neureux d'entendre le President MEDVEDEV dire qu'il n'etait plus d'actualite de deployer des missiles dans la fameuse enclave en l'etat actuel des choses. Au moins cela a servi à cela. Nos amis tchèques, nos amis polonais sont souverains dans leur pays, s'ils veulent, avec les Américains, dans le cadre d'un dialogue bilatéral avec le futur Président OBAMA, les déployer, c'est une décision qui leur appartient. Cela peut même être utile, comme l'indique la décision de l'OTAN à Bucarest. Mais, puisque j'avais en face de moi le Président de la Fédération de Russie, j'ai voulu faire baisser la pression et je l'ai faite baisser. De même que nous avons obtenu des engagements assez clairs pour la Lituanie en matière de livraison d'électricité cet hiver.

Je crois que sur la relance économique ? M. BARROSO...

M. BARROSO - C'est important de comprendre quand on parle de relance économique, on ne parle pas d'un même plan pour tous les pays. Cela dépend de la capacité aussi des pays. Il y a certains pays qui ont beaucoup plus de capacité de le faire, qui ont plus de marge de manoeuvre. Nous avons maintenant des pays, même en Europe, qui sont maintenant avec les actions d'aide par le FMI. Ces pays là ne peuvent pas avoir une politique maintenant d'expansion de la demande. Ils feront exactement le contraire d'ailleurs. Il faut comprendre cela.

Mais ce que l'on a fait maintenant et c'était très important, c'était l'engagement de tous ces leaders, - c'était vraiment une réunion impressionnante -, à relancer l'économie avec leur politiques nationales mais aussi, cela c'est important, avec certains instruments globaux. Par exemple, la Banque mondiale a présenté des plans pour des plans d'infrastructure au niveau global. Certains pays ont annoncé leur contribution soit pour la banque mondiale soit pour le FMI. Le Japon, par exemple, a annoncé des donations importantes, des contributions pour le FMI et on a discuté, il y a dans les conclusions des éléments là-dessus pour voir ce que l'on peut faire en utilisant des instruments globaux pour relancer la demande au niveau global.

La politique d'aide au développement, c'est aussi une forme de relance de la demande.

La lutte contre le changement climatique peut être aussi une façon de relancer la demande.

Parce que l'on va lancer de nouveaux produits, de nouvelles industries, de nouvelles technologies. C'est pourquoi j'insiste beaucoup sur ce point. L'agenda de la lutte contre le changement climatique n'est pas contre l'économie, c'est exactement le contraire. Je suis d'ailleurs convaincu que ce sera un des plus importants drivers pour la croissance. Précisément tout ce qui de l'industrie verte, développement de nouvelles technologies, en Europe et en dehors de l'Europe. C'est cela que nous avons convenu. C'est bien reflété dans la déclaration. Il y a d'ailleurs plusieurs pays qui ont pris des engagements en disant qu'ils allaient augmenter leur contribution pour certains fonds multilatéraux et cela suite d'ailleurs à la présentation qui a été faite par le secrétaire général des Nations Unies, par le président de la Banque mondiale, par le directeur exécutif du Fonds monétaire international, qui d'ailleurs l'ont dit tout au début, hier, de notre réunion.

Mais j'insiste. Relancer la croissance, cela ne veut pas dire maintenant provoquer des nouveaux déséquilibres. Ce serait vraiment une erreur. Ce serait une erreur de relancer la croissance par, disons, des situations d'instabilité structurelle majeure comme on l'a vu dans le passé. C'est pourquoi on doit prendre en considération les différentes situations nationales. C'est aussi dans ce cadre que l'on a parlé de la question du commerce et le besoin d'arriver à un accord commercial. Parce que nous avons maintenant un danger dans le monde qui est très réel. L'alternative à Doha, ce n'est pas le statu quo, l'alternative à Doha, c'est peut-être revenir en arrière, parce que vous savez qu'il y a une différence entre les tarifs qui sont pratiqués et les différences qui sont permises.

Maintenant, on est déjà en train de voir la tendance de certains pays de revenir à des positions plus protectionnistes. Pas simplement avec des mesures de dumping, mais aussi, ce qui est plus important, avec les mesures nationales qui seraient contradictoires avec une économie ouverte. C'est pourquoi il y a eu d'ailleurs un grand consensus qui est reflété dans la déclaration pour relancer la demande aussi à travers une conclusion, bien sûr ambitieuse, mais aussi équilibrée de Doha. Le commerce, l'aide au développement sont aussi des façons de relancer l'économie globale, et pour l'Europe, nous en parlerons très prochainement, un plan fort, où l'on va exploiter les synergies entre les instruments communautaires et ce que les Etats membres pourront faire



entre eux. En prenant en considération une question qui est très importante et qui d'ailleurs a été très discutée. Nous sommes en train de vivre des conditions exceptionnelles. La menace, aujourd'hui, n'est pas l'inflation, la menace aujourd'hui, c'est la déflation. La menace aujourd'hui, c'est récession. Précisément, notre pacte de stabilité de croissance dont on parle très souvent en Europe, il permet dans des conditions exceptionnelles des mesures exceptionnelles.

Donc, c'est bien sûr dans le cadre du respect du pacte de stabilité et de croissance, mais en tenant en considération que nous sommes dans des conditions exceptionnelles. C'est dans ce cadre que nous allons, en commission avec les Etats membres, bien sûr, présenter quelques idées pour la relance économique en Europe.

QUESTION - Monsieur le Président, vous parlez des principes effectivement qui sont fixés aujourd'hui. Un principe ne garantit pas qu'il soit appliqué. Il y aura un deuxième sommet, il y aura un troisième sommet. D'après vous, combien de temps, un an, deux ans, trois ans, peut prendre le processus qui est en train de s'engager. Par ailleurs, Bretton Woods avait ses grands penseurs...

LE PRESIDENT - ...Je crois que Bretton Woods, cela a duré deux ans ?

QUESTION - ... Voilà deux ans....

LE PRESIDENT - ... Ce n'est pas ma réponse, deux ans. On ne réforme pas le FMI comme cela ! Mais je vous dis, stratégie claire : relance, régulation financière, refus du protectionnisme, réforme de la gouvernance mondiale. Méthode d'action : les ministres des Finances ont des instructions, rendent des comptes. Deuxième sommet, fin mars début avril, on fait le bilan. C'est clair, simple et précis.

QUESTION - Monsieur le Président, vous avez déclaré jeudi à Paris que vous veniez à Washington pour dire que le dollar ne pouvait plus être la seule monnaie du monde. Est-ce que vous estimez qu'à l'issue du processus qui s'enclenche aujourd'hui, le dollar ne sera plus qu'une monnaie parmi d'autres ?

LE PRESIDENT - Je pense que l'on ne pourra pas parler gouvernance mondiale sans parler de monnaie. Mais la question que vous posez, vous la posez aux deux représentants de l'Europe ? L'euro n'existe pas ? Le yuan n'existe pas ? La Chine n'est-elle pas devenue une puissance monétaire ? C'est l'un des sujets, et je reviens à ce que demandait Géraldine GIRAUD, vous voyez bien que ces questions là on ne peut pas les régler en trois semaines. Bretton Woods, une Amérique triomphante, une guerre gagnée, une Europe ravagée, un dollar qui existait sans aucune concurrence. L'Amérique, c'est la première puissance du monde. Si la question est : est-ce la seule ? La réponse, c'est non. Mais comment doit-on organiser notre nouveau système, quels doivent être les rapports entre les monnaies ? Quelle est la place de l'euro ? Quelle est la place du yuan ? Quelle est la place de la roupie ? Nous sommes dans un monde nouveau. C'est n'est pas moins pour les Etats-Unis, c'est plus pour les autres. Je pense notamment aux émergents.

Quand on a à régler le problème de l'Iran et de la menace de l'Iran, on est bien content d'avoir les Russes solidaires, les Chinois à la table pour ne pas mettre le veto, mais les Etats-Unis, eux aussi, aujourd'hui en acceptant ce sommet, en l'organisant, ont montré qu'ils avaient besoin que le monde entier se mobilise aussi.

Nous, nous avons maintenant d'autres priorités. Nous nous rendrons avec le Président BARROSO en Pologne, le 6 décembre. Parce qu'il a tout à fait raison, le paquet énergie-climat, c'est l'ambition de la Présidence française de le faire passer, le développement durable, la révolution verte, c'est une source de croissance. Nous allons mettre cela aussi dans les prochains rendez-vous.

Respecter l'environnement, et respecter les équilibres de la planète, ce n'est pas prendre un risque sur la croissance, c'est au contraire donner une chance de développement futur. On va l'inscrire. Les questions monétaires, naturellement elles y sont. Mais franchement, quel progrès entre le discours au nom de l'Europe que j'ai prononcé devant l'Assemblée générale des Nations Unies et aujourd'hui ! Une Europe unie ! Les résultats sont là, c'est impressionnant. Mais, naturellement, il reste encore beaucoup de travail. Mais c'est passionnant. L'année 2009 va

commencer. On a donc à repenser la gouvernance mondiale, le système de croissance. Je ne vais pas me hisser à un niveau qui n'est pas le mien. Je travaillerai main dans la main avec la Présidence tchèque. J'étais très heureux d'avoir un ministre du gouvernement tchèque dans la délégation. On avait d'ailleurs discuté de cela avec le Premier ministre. On aidera la Présidence tchèque. La France ne disparaît pas parce que la France n'assume plus la présidence. Mais franchement, il sera temps pour vous de faire le bilan de la présidence et de voir tout ce qui a été engagé.

L'influence de la Présidence française, c'est tout ce qu'elle a semé. On a encore bien du travail. Le paquet énergie-climat, par exemple, il faut qu'on obtienne l'accord avant la fin de l'année ! La feuille de route sur Lisbonne ensuite, il faut qu'on fasse passer la feuille de route qui permettra à nos amis tchèques, puis à nos amis suédois, puis à nos amis espagnols, de régler le problème institutionnel. On a plein de travail. Je pense que l'Europe aujourd'hui a une existence politique très forte et très visible. Je suis persuadé que cela continuera sur ce « trend ». C'est absolument capital parce que le monde a besoin d'une Europe qui existe, qui parle et qui puisse éviter des guerres, qui puisse apporter des réponses économiques et financières, qui puisse porter, sans arrogance, ses idées et ses convictions.

C'est ce que l'on fait avec José Manuel BARROSO. Quand la France n'exercera plus la présidence, on sera quand même dans le coup, on essaiera de dire des choses. Est-ce que Mme MERKEL qui n'exerce plus la présidence, elle n'a pas de poids en Europe ? Un grand poids en Europe. M. Gordon BROWN, il n'a pas de poids en Europe ? Il n'est pas président, on travaille ensemble. D'ores et déjà, je peux vous dire, si jamais c'était bien Londres, le lieu du prochain sommet, avec Gordon on a des idées. On prendra des initiatives, on fera avancer les choses. Le deuxième sommet, il sera au moins aussi ambitieux que le premier.

QUESTION - Qui porte la vision qui garantit la cohérence du plan qui s'engage, c'est l'Europe ?

LE PRESIDENT - C'est nous tous. On est tous sincère là-dedans. Quand les Chinois mettent 600 milliards sur la table pour lancer... c'est une contribution exceptionnelle. Quand les Japonais acceptent de doter la Banque mondiale de moyens nouveaux, c'est exceptionnel, mais pourquoi ? On est tous ensemble parce que la crise frappe tout le monde.

Je crois que le grand mérite de l'Europe, c'est d'avoir fait prendre conscience à tous que l'on était solidaire et que c'est ensemble que l'on s'en sortirait.

Merci d'avoir été aussi passionnés.

Bon courage.